



Assemblée générale du 23 août 2014

Compte rendu détaillé

I. Ouverture de l'Assemblée générale par la Présidente

Discours d'ouverture de Monique Cerisier ben Guiga, Présidente de Français du monde-ADFE

Bienvenue à tous

L'Assemblée générale est l'occasion de retrouvailles amicales entre nous tous, de débats tout aussi amicaux même si les inévitables dissensions passées et présentes les rendront parfois musclés !

C'est tout de même un moment fondamentalement heureux.

Toutefois, des circonstances sombres concernant des Français à l'étranger et la situation internationale donneront probablement une tonalité plus grave à nos travaux.

Le crash du vol d'Air Algérie près de Gossi a endeuillé le Burkina, sa communauté française et nos adhérents et sympathisants.

Nous pensons à Chantal Kam qui a perdu son mari Hervé, à Patrice de Lalande dont le fils, César, était dans l'avion et à Marilou, la compagne de César, à Jacques et Nanou Isnard qui ont perdu leur fils Mathieu et sa compagne Sandrine, à Ousmane Ouedraogo, président de la section qui a perdu son cousin et toute la famille de celui-ci.

Autre circonstance sombre : l'épidémie de la fièvre Ebola qui a déjà causé plus de 1200 morts d'abord dans les pays les plus pauvres d'Afrique de l'Ouest : Libéria, Guinée-Conakry et Sierra Leone, et depuis peu, le Nigéria. Elle menace l'Afrique Centrale et l'Afrique de l'Ouest.

Pire, la folie guerrière des hommes a embrasé de nombreux pays.

- Guerre civile en Centrafrique, en Libye, avec un cortège d'atrocités qui passent l'imagination.

Nos compatriotes sont contraints au rapatriement et nous remercions le CEFR qui nous a aidés pour l'accueil de compatriotes de Centrafrique.

Le CEFR a aussi accueilli à Toulon les Français exfiltrés de Libye par la marine nationale. Nous saluons son action.

Guerre civile en Ukraine

Reprise des combats entre Israël et les Palestiniens

Massacres de masse en Syrie, à Gaza, en Irak

Du fait des guerres, 50 millions d'êtres humains sont aujourd'hui déplacés, réfugiés, en quête d'asile politique. Leurs migrations sont contraintes, violentes, tragiques. Nous qui migrons volontairement, par choix de vie, nous devons être les premiers à être solidaires de ces victimes innocentes de la folie des hommes.

Notre association s'inquiète de constater la régression dramatique de la civilisation rebâtie sur les décombres du monde après la seconde guerre mondiale et fondée sur la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, la Charte de l'Onu et toutes les conventions internationales qui garantissent la protection des civils dans les pays en guerre ou sous occupation militaire et bannissent la torture et les traitements dégradants.

Ce corpus de règles est sans cesse bafoué, et l'impunité est la règle. Le Bureau national vous proposera le vote d'une motion sur ce sujet.



En effet, nous sommes une association de gauche, dont les finalités sont civiques, et donc engagée pour le progrès social et culturel, pour la défense de la civilisation et des Droits universels des hommes et des peuples.

C'est cet engagement qui donne sens à toutes les actions que nous menons. Que ce soient des activités conviviales culturelles, linguistiques, solidaires, toutes doivent concourir à renforcer l'appartenance citoyenne des Français de l'étranger et à les mobiliser pour la défense des valeurs universelles.

C'est en ce sens que nous ne sommes pas, que nous ne serons jamais, une association apolitique.

Toute l'action du Bureau national de 2013-2014 dont Gérard Martin va vous rendre compte est orientée vers cette finalité civique.

Avant de lui donner la parole, je tiens à vous signaler que nous avons obtenu pour cet après-midi une intervention du vice-président de l'AFM Téléthon, Michel Jemmi et de Marc Peschanski, chercheur au Généthon qui vous expliqueront comment les français établis à l'étranger peuvent participer à ce grand mouvement de solidarité nationale, avec sa levée de fonds organisée par des dizaines de milliers de bénévoles, mouvement grâce auquel la France est en pointe pour la recherche sur les maladies génétiques orphelines et la production de traitements que les laboratoires pharmaceutiques privés négligent, faute de rentabilité. C'est une cause et une méthode d'action qui entrent en résonance avec la philosophie qui fonde notre association.

II. Approbation de l'ordre du jour

L'ordre du jour est approuvé à l'unanimité.

III. Rapport d'activité du Conseil d'Administration présenté par le Secrétaire général avec intervention des responsables de secteur.

Gérard Martin présente le rapport d'activité de l'année associative 2013-2014.

Débat sur le rapport d'activités

Hélène Conway-Mouret intervient pour expliquer le retrait de sa candidature au Conseil d'administration. Elle pensait pouvoir apporter à l'association l'expérience acquise pendant de ces deux années passées au Ministère, comme juste retour de ce qui lui a été apporté. Mais elle s'est rendue compte qu'elle n'aurait pas l'occasion ou du moins le temps de s'impliquer comme elle aime le faire, c'est-à-dire complètement, dans cette fonction. Elle a donc décidé de retirer sa candidature. Mais en tant que Sénatrice, elle participera bien sûr aux réunions du Bureau national de FDM en tant que « parlementaire invité ».

Elle évoque ensuite la réforme politique des représentants des Français de l'étranger qui a été pour elle un moment fort de ces deux dernières années. Enfin, elle remercie en particulier Monique Cerisier ben Guiga et Gérard Martin qui ont contribué à la progression de la Gauche dans un contexte difficile.

Monique salue alors la présence des 4 sénateurs et du député Pierre-Yves Leborgn qui contribuent au financement de l'association.

Elle salue aussi la présence des représentants des syndicats et de Roland Biache de Solidarité Laïque.



Fwad Hasnaoui (Algérie) soulève un problème rencontré en Algérie : le déficit de 6000 places d'inscription dans les établissements français et plus particulièrement la disponibilité dans les centres d'examen, surtout pour le baccalauréat. On ne sait donc plus comment faire pour permettre aux élèves qui arrivent en terminale de passer leur baccalauréat en candidats libres. Ils ont fait la proposition de décentraliser les centres d'examen et de correction vers les Instituts français qui sont nombreux et demandent à l'association de soutenir cette proposition.

Il souhaite que le programme scolarité complémentaire internationale proposé par le CNED puisse bénéficier des bourses scolaires.

Lucien Bruneau (Ghana) revient sur le processus de décision de soutien de FDM-adfe à la liste menée par Claudine Lepage et Richard Yung. Il explique qu'il est indiqué que le Bureau national a pris sa décision le 28 juin, date à laquelle le parti politique EELV n'avait pas pris de décision sur ces élections sénatoriales, à savoir partir en alliance avec le PS ou en autonomie. Lucien Bruneau dit ne pas comprendre pourquoi le BN a apporté son soutien alors que les discussions entre les partis politiques étaient toujours en cours.

Il tient aussi à faire un point d'information et explique qu'en juillet a été confirmée la présentation d'une liste autonome pour des raisons politiques. A ce titre, le maintien de Kalliopi Ango Ela sur la liste présentée par le PS et soutenue par FDM a eu comme conséquence son exclusion du mouvement, en cohérence avec les décisions collectives.

Réponse de Gérard Martin : *je souhaite informer l'Assemblée que le samedi 28 juin il n'y avait à notre connaissance qu'une liste. La demande a été formulée par nos sénateurs en présence de Kalliopi Ango Ela et dans le contexte où Kalliopi Ango Ela devait être sur cette liste. Nous avons donné l'accord du Bureau national qui était subordonné à une réunion PS/EELV devant intervenir le mardi suivant. C'est-à-dire que c'était un accord de principe à condition que l'accord du mardi fût conclu. Nos sénateurs n'ont pas utilisé l'accord du BN avant que cette réunion n'eût lieu mais seulement après, réunion au cours de laquelle le PS et EELV, se sont accordés pour une alliance.*

Kalliopi Ango Ela intervient ensuite pour donner quelques précisions sur un processus long et compliqué. Elle explique avoir accepté d'être troisième de liste sur une liste d'union et d'ouverture conduite par Claudine Lepage. Au sein de son parti EELV, il y a eu un avis positif sur sa candidature par le Bureau exécutif national qui ensuite, à la réaction de la Région que codirige Lucien Bruneau, est revenu sur sa décision. Elle précise ensuite qu'elle a le soutien du groupe écologiste du Sénat dans son unanimité et qu'il s'agit d'une démarche pragmatique d'union de la gauche dans la plus grande diversité possible, démarche que l'association FDM pratique depuis longtemps.

Claudine Lepage revient sur le lancement de sa liste pour préciser que le logo de FDM n'a été utilisé qu'une fois l'accord du PS et du bureau exécutif d'EELV qui, à ce moment-là, n'envisageait pas de revenir sur sa décision.

Alexandre Château (Luxembourg) explique que leur choix, à l'origine, avait été de soutenir Kalliopi sur une liste autonome mais son choix de partir avec le PS est son propre choix mais qu'ils n'ont aucun intérêt à faire perdre une voix ou un poste. Il soutient aussi que Sergio Coronado n'a pas été convié au Bureau national du 28 juin. Il explique encore que l'union



peut être aussi bien fait par EELV que par le PS et que le fait que le PS accorde seulement la troisième place à EELV est un point qui peut aussi être discuté. Il y a donc énormément d'éléments qui ont fait que politiquement, il était plus que de raison de présenter une liste en autonomie pour gagner ce siège.

Edmond Aparicio (Sao Paulo) souligne qu'une liste qui apparaît comme une liste de la désunion et de l'opportunisme n'aura pas un bon résultat. Le résultat auquel on peut s'attendre c'est de faire perdre le siège à la liste de la gauche. Il se dit aussi écœuré d'entendre qu'une ancienne sénatrice verte ait été dessaisie de sa qualité de verte parce qu'elle a osé jouer la carte de l'union.

Richard Yung (Sénateur) souligne que le rapport d'activité montre bien que FDM a bien joué son rôle de force fédératrice de la Gauche. Le résultat en témoigne puisque la gauche a 40% d'élus Conseillers et Délégués consulaires ce qui est un progrès par rapport à la dernière élection à l'AFE qui lui donnait 30 à 33%. Il espère que cela se traduira aussi au niveau de l'élection sénatoriale.

Pierre Avédikian (Autriche) pose deux questions :

Quelles sont à ce jour les listes sénatoriales constituées et déposées ?

Et quelles sont celles qui ont officiellement demandé un soutien de FDM ?

Mehdi Ben Lahcen (vice-président) précise que jusqu'à hier 11h30, le BN n'avait jamais reçu de demande officielle de soutien d'EELV, sachant qu'hier le BN se terminait à midi et qu'il était difficile d'examiner cette demande et ce d'autant plus qu'elle ne s'accompagnait d'aucune liste.

François Boucher (Mexique) souhaite revenir sur le déconventionnement du lycée Mexico et exprime son désaccord sur le fait que l'AEFE n'a pas les moyens de faire face à un déconventionnement. Il lui semble que l'AEFE avait toutes les cartes en main, plus 2 sénateurs, un député. La section de FDM a fait passer des messages à Paris qui n'ont jamais été pris en compte. Effectivement la négociation s'est mal terminée.

Réponse de Michèle Bloch : *Il me semble aussi que l'AEFE a mal négocié mais ce que je disais était beaucoup plus général à savoir qu'une convention est un accord entre deux parties et que chacune des parties est libre d'en sortir quand il veut à condition de respecter les échéances et les préavis. La seule menace que l'AEFE pouvait brandir, c'était la déshomologation et la perte des titulaires. Mais il aurait fallu avoir une proposition alternative pour les parents des élèves. L'AEFE a été bloquée. Mais je pense qu'il fallait aller au bras de fer dès le départ d'une façon beaucoup plus nerveuse.*

Yvette Chalom (San Francisco) pose trois questions :

- ✓ A propos des enseignements alternatifs et plus particulièrement des écoles d'immersion, qui sont des écoles publiques en gestion parentale, une nouvelle école a été agréée dans la région de San Francisco, cela est dû au coût prohibitif de la scolarité et elle aimerait savoir si il est possible d'espérer une aide soit pédagogique, soit financière ou les deux ?



- ✓ Concernant la reconnaissance des diplômes, quelque chose peut-il encore être discuté ?
- ✓ Concernant la retraite, les Français établis aux Etats-Unis, lorsqu'ils reçoivent une retraite si minime soit-elle et qu'ils prétendent à la retraite américaine, ils se voient prélever le montant sur la retraite américaine il y a donc double cotisation. Un recours est-il possible ?

Réponse de Michèle Bloch: *Concernant les écoles d'immersion, elles sont intégrées au plan d'orientation stratégique comme étant un moyen alternatif mais je ne te cache pas que le soutien pourrait être pédagogique vraisemblablement mais pas financier.*

Sur la reconnaissance des diplômes en Europe, Français du monde-adfe a rédigé une fiche pratique qui a été envoyée à toutes les sections et figure sur le site. La reconnaissance par les autres Etats des diplômes Français, dépasse vraiment nos compétences.

Jean-Yves Leconte se félicite des résultats des élections même si des améliorations peuvent être apportées au processus électoral. Il insiste sur l'importance de laisser cette réforme vivre et de voir comment on peut se l'approprier.

Il précise ensuite que la réforme conduit à s'interroger sur la CFE dont le conseil d'administration a été élu par les 170 conseillers AFE, alors qu'aujourd'hui ce corps est réduit à 90 et c'est donc totalement contradictoire avec l'esprit de la loi. Il explique qu'il y aura donc une modification de la loi dans l'année ; ce sera l'occasion de revoir le dispositif de la caisse.

Boris Faure (Belgique) rappelle la collaboration fructueuse de FDM et du PS pour trouver des candidats dans les 129 circonscriptions. Il respecte le choix d'une liste EELV mais attend de voir les propositions et souligne que la liste de Claudine est composée de gens du terrain, dont le travail est connu.

Anne Henry-Werner (Francfort) apporte un complément d'information sur les programmes FLAM et leur développement. Elle évoque le site de mise en réseau qui était attendu depuis longtemps qui vient d'être lancé et c'est une excellente initiative. Elle évoque ensuite un stage de formation d'intervenants FLAM, organisé par l'AEFE, fin août avec 20-25 stagiaires. Tous les frais de stage et d'hébergement sont pris en charge, mesure remarquable de la part de l'AEFE. Elle espère que cette initiative sera reconduite.

Claude Vilain (Etiopie) remarque avec tristesse que beaucoup de Conseillers consulaires n'ont pas participé à l'élection à l'AFE, ce qui a eu pour conséquence fâcheuse, la perte de sièges FDM-adfe. Il trouve aussi que le BN se félicite beaucoup et félicite beaucoup les permanentes et demande que l'on n'oublie pas la base.

Monique Morales (Madrid) voudrait apporter quelques précisions sur la CFE. Il y a dans l'établissement de Gaillac quelques places réservées pour les Français de l'étranger. Elle note que seuls 33 hôpitaux bénéficient du tiers-payant dans le monde et qu'il est donc nécessaire d'augmenter ce nombre. Les administrateurs demandent l'intégration de la CFE dans un réseau comme LIMA, ce qui permettrait d'obtenir des tarifs très raisonnables. La CFE rencontre un gros souci avec l'Obama Care. La couverture proposée par la CFE est largement suffisante par rapport à ce que demande l'Obama Care. Le problème se trouve au niveau des remboursements. Les remboursements de la CFE se basent sur les tarifs des hôpitaux français



à 70% et évidemment les tarifs aux USA sont largement plus élevés. Les administrateurs attendant toujours les réponses de l'administration américaine.

Monique évoque aussi l'importance de la cotisation des jeunes pour contrebalancer le nombre important de retraités. La CFE travaille donc sur une baisse de la cotisation pour les jeunes afin de la rendre plus attractive.

Marc Vilard (Vietnam) soulève le problème de ceux qui n'ont aucune couverture sociale. Ce peut être des jeunes mais également des retraités qui malgré les explications ne veulent pas l'entendre. Il évoque des cas, de plus en plus nombreux, de personnes qui se retrouvent alors dans des situations très compliquées et il est alors fait appel à la générosité pour payer les frais médicaux ou financer un rapatriement. La troisième catégorie aidée n'est malheureusement pas une solution. Il en est au point de se demander si, dans certains pays, il ne faudrait pas avoir un accord bilatéral avec le pays d'accueil pour leur demander de faire ce que la France exige pour les étrangers demandant des visas, qu'elle n'accorde ces VISAS qu'à des personnes pouvant montrer une assurance et que le renouvellement du VISA soit conditionné par une assurance, au minimum une assurance rapatriement. C'est un sujet de réflexion sur lequel on devrait se pencher.

Hélène Conway-Mouret (sénatrice) revient sur problème des procurations pour l'élection AFE et explique que le texte de loi devra être modifié. Pour la CFE, elle précise qu'il n'était pas possible d'intégrer une référence dans la réforme politique de la représentation des Français de l'étranger mais que cela permet une réflexion pour changer les statuts. Pour la sénatoriale, il ne faut pas oublier que FDM a été le groupe majoritaire dans l'ancienne AFE simplement parce que la droite était divisée. Aujourd'hui il faut rester dans cette optique d'union.

Le Secrétaire général demande le passage au vote. Le rapport d'activité adopté à l'unanimité moins 3 abstentions

IV. Présentation des listes pour les élections sénatoriales

Liste menée par Claudine Lepage « Gauche unie pour les Français du monde »

Claudine explique que leur intention est de fédérer les conseillers consulaires de gauche et que l'expression Français du monde dans le titre de la liste est une référence à cette association qui nous unit. La désignation a été faite par les militants PS qui ont classé les candidats cette liste a ensuite été ouverte à des non PS. Richard Yung et Claudine Lepage sont complémentaires. Elle est plutôt engagée sur les questions d'éducation, sur les questions sociales et Richard sur les questions économiques, la fiscalité et l'immigration. Kalliopi Ango Ela en numéro 3. En numéro 4, Jean-Daniel Chaoui (Madagascar) ; en numéro 5, Patricia Grillo (Belgique) présidente de Français du monde-adfe, ancienne élue AFE, vice-présidente de la commission des lois et règlements ; en numéro 6, Marc Villard (Vietnam), élu AFE, président de la commission des affaires économiques et financières et très engagé dans le monde des entreprises ; en numéro 7 Bérangère El Anbassi (Maroc) n'est pas encartée très active à FDM et dans d'autres associations ; en numéro 8 Mehdi Ben Lahcen (Lisbonne) professeur de Sciences économiques et sociales très actif sur le terrain notamment dans



l'insertion professionnelle et le développement des entreprises Il représente français du monde-adfe à la Commission permanente pour l'emploi et la formation.

Alexandre Château (Luxembourg) présente alors sa liste qui a le soutien de Cécile Duflot, Eva Joly, Pascal Canfin. Cette liste demande le soutien de Français du monde-adfe. Cette liste n'est pas encore figée, des discussions sont en cours

Jannick Magne (Japon) présente ensuite les grandes lignes du programme. Cette liste est pour une écologie de combat et regrette que le gouvernement actuel ait reculé sur les engagements qu'il avait pu prendre ou laissé croire qu'il prendrait. Cette liste veut être une voix complémentaire sur ces engagements concernant en particulier ce qui est du domaine de l'écologie politique et de la transition énergétique.

Alexandre Château précise que cette liste pourrait ramener tous les votes blancs car tout le monde ne va pas voter pour le PS avec ce qui se passe en ce moment. « On n'est vraiment pas là pour faire perdre le troisième siège mais pour le gagner. Nous défendons une autre société, une autre politique et des solutions différentes ».

Marie-Agnès Houzgange (Gabon) pose une question :
Comment allons-nous être informés de votre programme ?

Alexandre Château répond que le programme sera mis en ligne rapidement.

Marion Berthoud (Maroc) intervient pour demander à Alexandre ce qui lui permet de dire qu'il y a un nombre certain de CC qui ne voudraient pas voter pour une liste d'union ? Elle dit aussi que lorsqu'il s'agit de gagner des sièges, EELV demande au PS de faire de la place et le PS fait de la place. Elle exprime que tout a été fait pour pouvoir permettre ce débat pluriel à gauche, que nous sommes dans une situation où la gauche ne va pas bien, on manque singulièrement de caisse à outils pour trouver des réponses à la crise et que c'est en ce moment que le PS a besoin de ses alliés. Le fait que ces alliés viennent ramasser les mécontents interroge vraiment sur le futur.

Réponse d'Alexandre Château aux questions de Marion :

Il explique que lors de la constitution de la liste, nous avons eu des retours du Front de Gauche notamment qui ne voteront pas pour cette liste.

Quant à sa deuxième question, il explique qu'on est dans une optique politique et qu'il n'est pas à même de lui répondre sur ce sujet, c'est au parti de répondre.

Sergio Coronado intervient ensuite pour dire qu'il est très attaché à l'existence de l'association car elle permet de rassembler l'ensemble de la diversité de la gauche au sein d'un même groupe qu'il ne souhaite pas que l'association se confonde avec un seul parti. Il exprime ne pas comprendre pour autant que l'on conteste à une famille politique de se présenter aux élections.



V. Intervention de Mr Bouchard, directeur des Français de l'étranger et des services consulaires

Bonjour à tous et à toutes,

D'abord vous dire que je suis très heureux d'assister à votre Assemblée générale, en tout cas pour cette matinée, pour la première fois depuis ma nomination qui remonte à il y a 6 mois et c'est l'occasion de retrouver des têtes connues et des militants que j'ai connus quand j'étais en poste et pendant ces périodes-là, je m'attachais comme je le fais depuis 6 mois à avoir le dialogue le plus confiant je l'espère, le plus régulier. Ça ne veut pas dire que l'administration peut toujours vous donner satisfaction sur tous les points. En tout cas le dialogue est très important. Je voudrais faire un point très rapide sur certains sujets que vous avez abordés.

Sur l'ensemble des élections et la réforme de la représentation des Français de l'étranger, on est un peu à la fin du processus avec les élections sénatoriales dans un mois. On a eu l'occasion, avant les vacances, de faire plusieurs réunions avec vos élus parlementaires avec les associations et les représentants des partis, pour faire un peu le bilan de ces élections. Il faut en tirer un bilan globalement positif. La participation dont on pourrait toujours souhaiter évidemment qu'elle soit plus importante, a été dans la ligne de ce qu'elle était aux élections précédentes de l'AFE ancienne manière, ce qui pour une nouvelle élection avec un nouveau mode de scrutin, de nouveaux découpages électoraux, un système complètement différent est je crois est un résultat satisfaisant. On connaît tous les problèmes qu'il y a eu avec le vote par Internet. Mon souhait a été de regarder en face tous ces problèmes et tout simplement pouvoir les corriger pour la fois suivante. En même temps ne pas les exagérer comme certains ont pu avoir tendance à le faire parce que finalement on peut estimer qu'un certain nombre d'électeurs n'ont pas pu voter par Internet alors qu'ils auraient souhaité le faire mais ce nombre n'est pas si important que ça car le pourcentage de participation plus le fait qu'un certain nombre de gens ont été invités ou amenés à voter à l'urne compte-tenu de la coïncidence avec les élections européennes. Tout cela montre que le système doit être perfectionné. Dès cette rentrée, on va s'atteler à changer le système pour ne pas retrouver ces problèmes informatiques qu'on avait connus en 2012 et de nouveau à une moindre échelle ; tout sera mis en œuvre. On va regarder avec les parlementaires tous les points qui doivent être corrigés en vue des prochains scrutins. On a parlé des problèmes des procurations à l'AFE, cela fait partie des points qu'il faudra voir avec les parlementaires.

Un mot sur la mise en place des conseils consulaires. Cette mise en place est en cours. Il y a eu des petites anicroches ici ou là, des problèmes dans certains endroits sur l'élection du vice-président du conseil consulaire. Il y a aussi des choses qui sont de l'ordre de la mise en place nécessaire d'un nouveau système, d'un nouveau mode d'organisation avec évidemment une échelle plus importante que ce que l'on connaissait précédemment. Là aussi notre souhaite c'est, en dialogue avec les élus, les associations et les partis, de faire en sorte que ça se mette en place dans les meilleures conditions possibles et que ces conseils travaillent dans le cadre fixé par la loi et par les différents textes puisque l'important, enfin c'est ce qu'il me semble, c'est que ces conseils avec les postes diplomatiques/consulaires puissent travailler et donc faire des propositions, des remarques sur tout ce qui a un impact sur la situation de nos compatriotes étrangers. Je crois que c'est là l'important plutôt que des petites questions d'étiquette ou de protocole mais qui dans certains endroits semblent occuper beaucoup les conseils.



Sur les élections sénatoriales, et je ne parlerai là que de la mécanique administrative et électorale pour vous dire que nous avons mobilisé nos postes pour que les élections se passent de la meilleure façon possible puisque les grands électeurs pourront voter par remise de leur bulletin de vote en main propre au chef de poste consulaire ou diplomatique. Il y a eu quelques soucis malheureusement de la responsabilité de l'administration des postes pour l'élection à l'AFE, ce qui explique d'ailleurs une partie du nombre de bulletins blancs ou nuls observés pendant l'élection à l'AFE. Nous tiendrons compte de ces défaillances qui donnent d'ailleurs lieu à quelques recours électoraux pour que les élections sénatoriales soient irréprochables. La semaine prochaine, comme vous le savez peut-être, il y a la conférence des ambassadeurs et j'en profiterai pour repasser une nouvelle fois le message directement de veiller au bon déroulement de cette élection et cette remise de votes en main propre.

La nouvelle AFE siégera pour la première fois en octobre et là aussi pour simplement rassurer les uns et les autres évidemment ce sera la première fois donc il faudra remettre en place toutes les institutions et élire un président, vice-président, établir un nouveau règlement intérieur donc par définition à la première heure du premier jour de l'élection AFE tout ne sera pas en place mais l'administration ne veut pas quelque part jouer le rôle des élus, ce sera aux élus de décider mais évidemment l'administration sera là pour aider en tout cas dans les toutes premières heures de la session de l'AFE à mettre en place tout cela. Après on travaillera avec le président ou la présidente de cette nouvelle assemblée pour que tout se passe bien. Dans les mois et les années qui vont venir, nous allons travailler à améliorer tout ce qui concerne le vote par Internet, normalement la prochaine échéance est 2017 pour les élections législatives. De nouveaux marchés devront être passés, un système informatique va être mise en place et nous tirerons tous les enseignements et les défaillances que vous avez pu connaître lors des élections précédentes. Après il y aura une autre réflexion à mener avec vos élus et parlementaires sur la réforme éventuelle de la liste électorale consulaire en vue des scrutins 2017 pour éviter notamment les problèmes rencontrés lors des précédentes élections. Il y a donc une vraie consultation à mener sur la définition de la liste électorale consulaire. Est-ce qu'on pourra continuer à être à la fois sur une liste électorale en France et à l'étranger ? Est-ce qu'il faudra donner une option et choisir d'être sur une liste consulaire mais plus en France et vice-versa ? Il y a déjà eu des propositions de loi, ça nous occupera dans les mois à venir.

Quelques chantiers de la DFAE et du ministère. Le mot d'ordre c'est simplifier, moderniser les démarches administratives à la fois pour faciliter les choses pour nous patriotes à l'étranger et aussi pour tenir compte d'un réseau consulaire qui se maintient par rapport à d'autres secteurs de l'Etat et du Ministère mais qui agit sous la contrainte. Le seul moyen de leur offrir un service équivalent, c'est de moderniser et de dématérialiser ; on va donc travailler là-dessus dans les prochains mois et notamment sur l'inscription au registre des Français à l'étranger que nous souhaiterions rendre la plus dématérialisée possible et qu'elle puisse se faire totalement en ligne si c'est possible. Donc on va mettre tout ça en chantier. Il y a aussi une mesure de simplification sur laquelle le quai d'Orsay travaille depuis des mois de façon pas forcément facile avec nos collègues et amis du ministère de l'Intérieur : c'est la question des passeports et la fin de la double comparution. Un décret devrait sortir à la rentrée qui permettra dans un certain nombre de pays de renvoyer les passeports par courrier postal. Nous souhaitons et nous souhaitons toujours permettre au consul honoraire, de nationalité française, de recevoir les demandes de passeports pour éviter aux gens qui sont loin de leur consulat ou de leur ambassade et proche d'un consul honoraire français de se déplacer et là nous aurons besoin de votre soutien car nous rencontrons des résistances



réelles du côté du ministère de l'intérieur. Par ailleurs, nous continuons notre modernisation du réseau. Nous essayons d'éviter les fermetures de postes. Il est possible qu'il y ait encore une ou deux transformations en Europe parce que clairement nous avons des choix à faire, et les choix à faire, c'est de privilégier le réseau hors d'Europe dans les pays où la vie quotidienne est plus difficile et où la population a plus besoin d'un soutien consulaire que dans certains pays. puisqu'il y a des choix à faire. La Maison des Français de l'Etranger va moderniser ses actions pour être en mesure de répondre à un plus grand nombre de nos compatriotes qui sont intéressés par l'installation à l'étranger mais ce qui veut dire abandonner un certain nombre d'actions qui touchaient un public réduit.

Ça n'est pas une fermeture comme l'on annoncé certains élus, mais une transformation des activités de la MFE qui abandonne certaines activités qui ne touchaient que quelques centaines de personnes par an et développer d'autres mesures notamment par Internet pour pouvoir toucher non pas des centaines mais des milliers de personnes.

Et puis un dernier mot sur l'aspect social, cela reste évidemment la priorité pour nous. La réforme des bourses se poursuit et, sous réserve évidemment des débats budgétaires qui auront lieu au parlement dans les semaines qui viennent, l'engagement du gouvernement de récupérer sur les bourses l'ensemble des budgets précédents des bourses et de la prise en charge sera matérialisée dans le budget de 2015, ce qui fera du programme 151, même si c'est un petit programme par rapport aux autres, un programme qui non seulement ne baissera pas mais augmentera en 2015 compte tenu de cet effort important en matière de scolarisation.

La question de l'emploi et de la formation professionnelle se pose, ça a été évoqué tout à l'heure, là aussi nous réservons la primeur du débat aux parlementaires mais je crois c'est un domaine qui mérite réflexion où il y a d'autres offres que celles que peuvent assurer les consulats donc il y aura sans doute des évolutions mais nous veillerons de toute façon à ce que rien ne se fasse de façon brutale pour que dans les endroits où notamment des Centres d'aide à l'emploi existent et fonctionnent bien, je pense par exemple à Londres ou à d'autres pays, les choses puissent se faire de façon graduelle pour que d'autres types de financement puisse permettre à ces activités de fonctionner. L'important c'est que ces activités continuent, il y a bien d'autres formules, d'autres initiatives privées ou associatives et il y a là, je ne vais pas faire de démagogie, il y a des choix budgétaires à faire. Notre secteur est plutôt préservé par rapport aux autres mais sur l'emploi et la formation professionnelle, il faudra sûrement revoir les choses ; en revanche, nous nous attachons à maintenir l'effort en matière d'aide sociale et là le budget, sous réserve d'accord du parlement, sera maintenu en 2015 par rapport à 2014.

4. Présentation du rapport financier par la trésorière.

Michèle Bloch présente le rapport financier de l'association en précisant qu'il porte sur l'année civile 2013 et non sur l'année associative. Le rapport du cabinet comptable FERCO est tenu à la disposition des adhérents présents.

Débat sur le rapport financier.

Bérangère remercie l'ensemble du BN et du CA pour le travail pendant les élections. Elle voudrait qu'on reparle du point litigieux de la cotisation des élus AFE. Et pose deux questions :



- ✓ Pourquoi 8 % ?
- ✓ Et en pratique comment ça va se passer pour le versement de ces 8% ?

Elle ajoute que les sénateurs ont toujours cotisé, grâce à eux l'association a pu vivre et même survivre et elle demande solennellement à nos députés, qui ont été élus, peut être grâce à leur parti mais aussi grâce aux militants de FDM sur le terrain, de mettre la main à la poche.

Réponse de Michèle : *8% ça représente en gros 20 euros/mois le BN a estimé que cette somme pouvait être supportable pour les conseillers et que, sans atteindre la participation des anciens élus à l'AFE, elle permettrait à l'association de continuer à se développer.*

Fwad Hasnaoui intervient pour se faire le porte-parole de la section d'Oran, qui ne comprend pas que la liste dissidente de FDM ait bénéficié des fiches-techniques de l'association.

Il ajoute que d'autres sections sont intervenues pendant la primaire, pas à jour de la cotisation et demande solennellement au BN de vérifier qu'il s'agit d'adhérents à jour de cotisation.

Vote : Quitus donné à l'unanimité

VI. Intervention du Téléthon

Michel Jemmi, vice-président du Téléthon et Marc Peschanski directeur scientifique de l'I-Stem au Genopole® d'Evry viennent présenter la répartition des fonds récoltés par le Téléthon, les avancées de la recherche scientifique et la proposition pour les Français de l'étranger.

Les fonds du Téléthon c'est plus ou moins 100 millions d'euros. Les deux-tiers vont à la recherche, c'est-à-dire aux Instituts du Téléthon mais aussi à un certain nombre de programmes de recherche soutenus par le Téléthon.

Dans ce cadre, les chercheurs ont une responsabilité vis-à-vis des donateurs (plus de cinq millions de donateurs) avec une obligation de moyens mais aussi une obligation de résultats.

Depuis l'an dernier, le Téléthon a décidé d'aller rendre compte encore plus directement auprès des jeunes. C'est l'opération 1000 chercheurs qui a lieu au mois de novembre dans les écoles et toute l'année pour les Français de l'étranger. Il s'agit de conférences au cours desquelles les chercheurs, ingénieurs, techniciens présentent leurs recherches aux jeunes.

Michel Jemmi souhaite pouvoir élargir ce partenariat pour pouvoir continuer à faire avancer la recherche sur les maladies rares et maladies génétiques. Le Téléthon va renouveler son partenariat avec le MAE. Il insiste sur l'importance de la mobilisation sur le terrain, qui représente 50% des dons et rappelle qu'il n'est pas nécessaire de faire des activités compliquées.

Il explique aussi que, cette année, un partenariat avec TV5 permettra la retransmission du Téléthon sur cette chaîne

VII. Election pour le renouvellement du CA

Gérard Martin indique que 2 minutes sont accordées à chaque candidat pour se présenter.



**Il est procédé au renouvellement du Conseil d'administration : Français du monde-adfe
1/14**

12 candidats pour 7 sièges à pourvoir.

Total mandats : 262 - Mandats distribués : 215 - Exprimés/*Votants* : 215 - *Nuls* : 0

Résultat du vote :	Nom	Nombre de voix
1	Avignon-Vernet Marie-Pascale	206
2	Berthoud Marion	201
3	Martin Gérard	198
4	Ango Ela Kalliopi	189
5	Benlahcen Mehdi	178
6	Nujurally Nawaz	135
7	Lesecq Antoine	81
8	Lhermitte Sylvain	74
9	Lamy Philippe	53
10	Ciccione Christiane	38
11	Sulger Buel Romaric	26
12	Ndaw Louis Marcel Babacar	5

Sont élus : Avignon-Vernet Marie-Pascale
Berthoud Marion
Martin Gérard
Ango Ela Kalliopi
Benlahcen Mehdi
Nujurally Nawaz
Lesecq Antoine

Le secrétaire général donne lecture des noms des 7 administrateurs élus et convoque le nouveau Conseil d'administration, dès l'issue de l'Assemblée générale, en vue de l'élection du bureau national.

Le Bureau National est élu et les membres du BN se répartissent les tâches comme suit :

Présidente : Monique Cerisier ben Guiga

Vice-président : Mehdi Ben Lahcen

Secrétaire Général : Gérard Martin

Trésorière : Michèle Bloch

Membres : Marie-Pascale Avignon-Vernet

Nicole Galéazzi

Catherine Libeaut



Français du monde-adfe - Assemblée générale 2014

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18 heures 30.